



**mouvement
écologique**

Journée mondiale de la vie sauvage (Weltdag vun dem Aarteschutz) :

Les défis importants de notre époque

- Nous élevons notre voix pour les espèces en voie de disparition !

Les foyers de crise actuels (Ukraine, Gaza, Iran...) et les tensions géopolitiques dominent le débat public, tout comme, en ce qui concerne le Luxembourg, la crise du logement et les inégalités croissantes. En effet, ces préoccupations sont évidemment tout à fait légitimes.

Parallèlement à ces questions si importantes, d'autres défis qui remettent en question nos moyens de subsistance et ceux des générations futures risquent d'être négligés dans l'agenda politique. Ainsi, le Luxembourg a été le deuxième pays au monde à atteindre l'Overshoot Day à la mi-février, et l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 2 degrés Celsius devient de plus en plus inaccessible. Une étude récente de l'Administration de la nature a même révélé que les forêts luxembourgeoises ne peuvent plus remplir leur fonction naturelle de stockage du CO₂.

Les fondements de la vie sur Terre sont plus que jamais menacés.

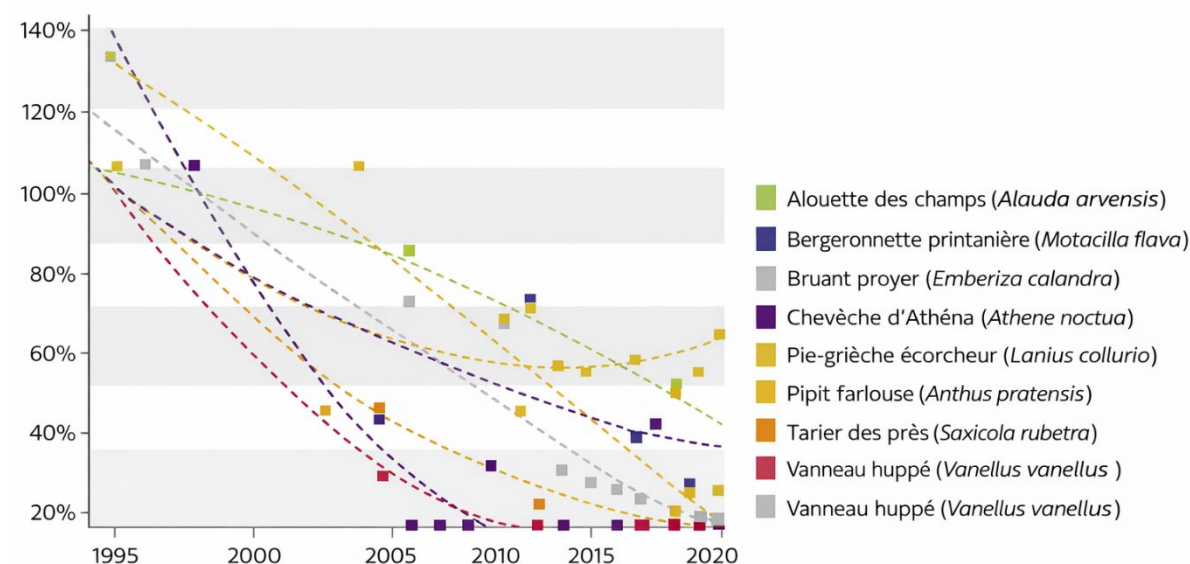
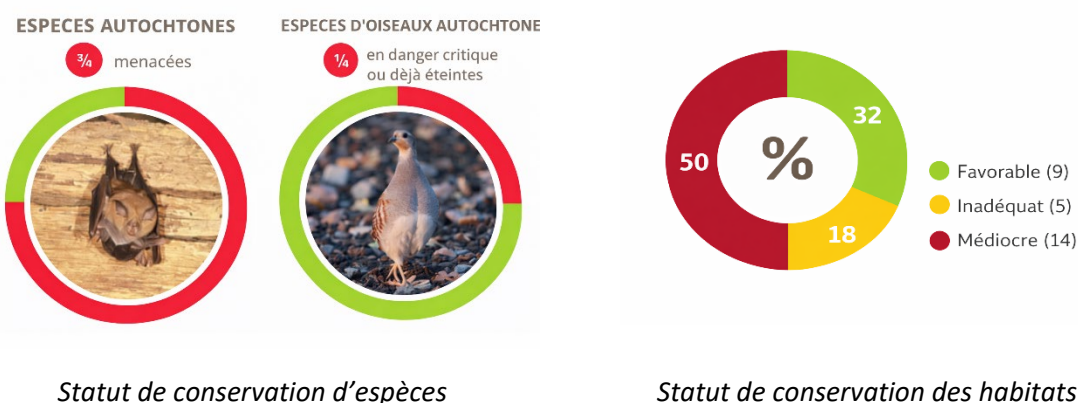
L'ONU a proclamé le 3 mars de chaque année Journée mondiale de la biodiversité. Et ce, pour une bonne raison : l'extinction mondiale des espèces a pris des proportions gigantesques. Selon le Conseil mondial de la biodiversité (IPBES), comparable au Conseil mondial du climat, 2 millions d'espèces sur les 8 millions estimées existantes sont actuellement menacées d'extinction dans le monde.

Le Luxembourg ne fait pas exception, bien au contraire. Ici aussi, le déclin est dramatique : les trois quarts des espèces protégées en Europe sont menacées dans le pays et la moitié des habitats protégés sont en mauvais état de conservation.

Les raisons en sont bien connues : des terres agricoles exploitées de manière intensive avec un recours important aux pesticides et aux engrais, des paysages « uniformisés » et dénudés qui n'offrent pratiquement plus d'habitat aux espèces. En contrepartie de l'intensification, l'abandon complet de l'exploitation agricole sur les terres difficiles à cultiver (humides, en pente...) pose également un problème : lorsque le fauchage ou le pâturage est abandonné sur des terres présentant une grande diversité végétale, la biodiversité diminue considérablement, car les terres sont complètement envahies par les buissons. Il est scientifiquement prouvé qu'au Luxembourg, la

moitié des espèces menacées et/ou éteintes sont associées aux surfaces agricoles¹. Leur survie dépend d'une exploitation extensive et respectueuse de la nature.

Mais le morcellement du paysage par des projets d'infrastructure (routes, lotissements, zones d'activité) ainsi que l'urbanisation intensive (imperméabilisation supplémentaire de 0,3 à 0,5 ha/jour) et l'absence de structures vertes dans les agglomérations contribuent également à cette disparition générale des espèces. Le Luxembourg est de loin le pays dont les paysages sont les plus morcelés en Europe ! On sait également que la catastrophe climatique affaiblit encore davantage la biodiversité.



Déclin de population d'oiseaux du milieu agricole/ouvert

¹ Dale, P., A. Hochkirch, M. Pauly, C. Penny & G. Thakur, 2025. *Impact de l'agriculture sur l'environnement et la biodiversité au Luxembourg – Une approche multidisciplinaire de la durabilité*. Note de recherche scientifique PS-002, Chambre des Députés Grande-Duché de Luxembourg.

Les conséquences sont considérables : sans un écosystème fonctionnel, l'être humain ne pourra pas survivre. Comme toute autre espèce, l'être humain fait partie d'un ensemble écologique complexe. Si l'un des éléments disparaît, c'est tout le système qui s'en trouve affaibli. Nous avons par exemple besoin des insectes pour la pollinisation et la production de nos aliments. Mais les dommages économiques causés par une nouvelle perte de biodiversité sont également considérables. Selon le Forum économique mondial, plus de la moitié du produit intérieur brut mondial dépend directement ou indirectement de la nature ². L'agriculture, la pharmacie et le tourisme sont les plus touchés, mais d'autres industries le sont également (des chaînes d'approvisionnement stables nécessitent des écosystèmes fonctionnels). Le Conseil de la biodiversité des Nations unies y voit même un « *risque critique et systémique pour l'économie, la stabilité financière et le bien-être des populations* ». Enfin, les écosystèmes perdent leur capacité à stocker naturellement le carbone, ce qui est désastreux pour la protection du climat.

La protection de la nature, c'est la protection de l'homme.

De plus, les espèces ont tout autant le droit que nous, les humains, d'exister sur cette planète. Nous ne sommes qu'une partie de notre « environnement » et, selon la citation bien connue, nous n'avons emprunté le monde qu'à nos enfants.

La politique actuelle du gouvernement ne change rien à cette évolution désastreuse, bien au contraire. Elle poursuit la tendance des années passées et aggrave ainsi en partie la situation :

- Au niveau européen, le Luxembourg ne **s'oppose** pas encore suffisamment aux « **lois omnibus** », qui conduiraient à une **déréglementation accrue** et à un **affaiblissement de la protection de la nature et des êtres humains**. Le mot d'ordre semble être : affaiblissement des dispositions relatives aux pesticides, assouplissement des normes environnementales dans le cadre de la politique agricole commune, etc.
- La **réforme de la politique agricole**, visant notamment à développer l'agriculture biologique, à récompenser les agriculteurs pour leurs prestations d'intérêt général (par exemple, la protection de l'eau, la promotion des pollinisateurs, la protection des sols) et à encourager davantage la réduction de l'utilisation des pesticides, est abordée de manière trop timide, voire pas du tout.
- Avec les textes actuels sur la **réforme de la législation en matière de protection de la nature**, nos localités et nos villes risquent de s'appauvrir encore davantage en structures vertes précieuses – parallèlement, les initiatives visant à promouvoir « volontairement » ces structures sont trop timides ;
- Même les nombreux **instruments** concrets connus **pour promouvoir la protection de la nature** – mise en œuvre du Plan national pour la protection de la nature (PNPN3), amélioration des structures existantes dans le domaine de la protection de la nature, etc. – progressent de manière beaucoup trop timide.

² WEF 2020

Ce n'est certainement pas uniquement ce gouvernement qui est responsable de l'extinction des espèces. C'est le résultat d'une politique erronée menée au cours des dernières années et décennies.

Seulement, bien que la science appelle de plus en plus clairement à un changement de mentalité, que des mesures cohérentes deviennent de plus en plus urgentes et que les solutions soient définitivement connues, le gouvernement actuel ne prend pas suffisamment de mesures pour contrer cette tendance et prend même des décisions qui accélèrent encore l'extinction des espèces.

C'est pourquoi le Mouvement Ecologique souhaite, par cette action symbolique, plaider avec force en faveur d'une réorientation de la politique du gouvernement luxembourgeois en général, et en particulier en matière de préservation de notre nature et de nos espèces. La protection des espèces est représentative de l'ensemble de la politique gouvernementale.

Nous donnons ainsi un visage et une voix aux espèces qui ne peuvent pas se représenter elles-mêmes publiquement !

Chaque personne qui participe à cette action symbolique représente une espèce menacée. Mais la liste réelle est bien plus longue !

Les espèces sélectionnées sont celles qui sont menacées par les pratiques agricoles actuelles ainsi que par l'étalement urbain et le morcellement du paysage. La liste des 75 espèces est emblématique : l'**alouette des champs (Léierchen)**, qui trouve de moins en moins d'aires de reproduction et d'alimentation en raison de l'utilisation de pesticides, des monocultures et du défrichage des champs, la **serratule des teinturiers**, qui dépend des prairies de fauche extensives et riches en fleurs et qui est fortement menacé par la fertilisation, fauchage précoce et la perte de surfaces, le **vanneau huppé (Piwitsch)**, dont l'habitat des zones humides a été détruit à environ 80 % au cours de la seconde moitié du siècle dernier, ainsi que le **lérot (Gaardeschléifer)**, qui perd son habitat en raison de la disparition des vergers et des éléments structurants du paysage tels que les haies, les vergers (« Bongerten ») et les murs en pierres sèches. Ces quatre espèces sont représentatives de la perte profonde de biodiversité dans notre paysage culturel.

Malheureusement, les problèmes de la politique actuelle en matière de biodiversité ne sont pas un cas isolé. Dans d'autres domaines du développement durable également, notre pays manque actuellement ses objectifs.

Les responsables politiques poursuivent systématiquement un discours assez unilatéral selon lequel le Saint Graal d'un développement futur positif réside dans une croissance constante et une simplification des procédures (ce qui équivaut en fait largement à une déréglementation).

Les questions écologiques sont soumises au principe du prétendu « pragmatisme » et au slogan plutôt populiste « *Nous voulons emmener les gens avec nous* » !

Mais le gouvernement ne dit pas où il veut emmener les gens !

Il mise sur des mesures purement volontaristes plutôt que structurelles, ce qui, dans les faits, transfère la responsabilité à l'individu et revient à une politique du « *business as usual* ». Or, c'est à la politique qu'il appartient de définir le cadre approprié pour un développement durable, c'est sa responsabilité ! C'est précisément ce que l'on entend par politique et conception de l'avenir.

La pensée de certains membres du gouvernement est marquée par l'idée que l'économie est une « *realpolitik* » et doit déterminer les autres politiques sectorielles. C'est tout le contraire : donner la priorité aux questions écologiques, c'est faire de la *realpolitik* qui tient compte des lois de la nature et garantit ainsi que l'avenir des générations futures ait encore un fondement. Le Conseil mondial de la biodiversité rappelle que la protection de la nature est « *un élément essentiel d'une économie durable et prospère* ».

Chaque jour où notre modèle social et économique n'est pas progressivement transformé dans le sens du développement durable et du respect des limites planétaires est un jour perdu. Cela ne fait qu'accroître la pression pour agir, pour réussir la transition à l'avenir encore plus rapidement et avec des ruptures plus importantes – car il est inévitable que notre économie devra à l'avenir tenir davantage compte des lois de la nature. La question est seulement de savoir quand la transition sera mise en œuvre et si elle se fera « en douceur » ou si des ruptures radicales seront nécessaires d'ici 10 à 20 ans au plus tard. Une politique de transition efficace nécessite une combinaison d'instruments : décisions réglementaires, instruments économiques, conseils et incitations financières, ainsi qu'une politique d'information à grande échelle.

Le Mouvement Ecologique appelle le gouvernement à saisir les conséquences positives des transformations nécessaires, à définir des objectifs fondés sur des connaissances scientifiques et à créer les conditions-cadres nécessaires à leur mise en œuvre d'une manière socialement acceptable.

Il existe suffisamment de messages positifs à transmettre pour indiquer la direction à suivre et expliquer pourquoi la transition socio-écologique est souhaitable :

- D'un point de vue scientifique, celle-ci est tout d'abord indispensable si nous **ne voulons pas détruire nos propres moyens de subsistance**, compte tenu également de l'**évolution économique et démographique du Luxembourg** ; cela inclut l'environnement naturel ;
- Des localités verdoyantes dans le cadre de **concepts communaux cohérents en matière d'espaces verts** (!) les rendent plus agréables à vivre, favorisent la cohésion et sont également importantes du point de vue de l'adaptation au changement climatique, de la résilience et de la protection de la santé ;
- Miser dès maintenant sur l'**agriculture biologique et l'amélioration des structures de transformation** offre aux agriculteurs des perspectives d'avenir sûres, les rend moins dépendants du marché mondial et protège davantage notre environnement et leurs bases de production ;
- Les agriculteurs qui **préservent et favorisent la biodiversité sur leurs terres** rendent un service important à l'ensemble de la société. Cela doit **être récompensé de manière adéquate dans l'intérêt général par le biais de primes redéfinies**.
- Si nous réussissons maintenant la **transition énergétique** à tous les niveaux, y compris dans le domaine de la **planification thermique**, nous deviendrons moins dépendants des importations de gaz et d'électricité, dont nous ne pouvons influencer les prix, et nous serons également moins exposés aux tensions géopolitiques, ce qui est dans l'intérêt de tous, y compris de l'économie.
- **Une consommation moindre, une répartition plus équitable, la préservation des ressources**, etc. augmentent également le bien-être, et une **meilleure répartition sociale des richesses** réduit les tensions sociales. La liste pourrait être allongée à l'infini.
- Un **PIB bien-être plutôt que le produit national brut** serait enfin un instrument de mesure approprié du bien-être au Luxembourg et une base pour les décisions politiques.

Il est nécessaire de transmettre des messages clairs sur ce à quoi pourrait ressembler une vision positive de l'avenir / un avenir positif dans le respect des limites des écosystèmes et un « *Luxembourg résilient* », et sur les raisons pour lesquelles cela est nécessaire.

Luxembourg, le 3 mars 2026